

Délibération n° 2017-04-06/15

Objet : Durée d'amortissement des biens – Budget du port

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
VILLE DE PEROLS
CONSEIL MUNICIPAL DU 6 AVRIL 2017**

L'an deux mille dix-sept, le six avril,

Le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le 31 mars 2017, s'est réuni dans la salle Gilbert Marchal ;

Présents : J.P Rico, Maire

Mesdames et Messieurs : M. Marcou - B. Conte Arranz - F. Bertouy - X. Mirault - C. Pistre - M. Pellet - J.M Malek - P. Nivresse - O. Boudet - B. Rodriguez - S. Riscal - A. Conesa - F. Boyer - J.M Leiendeckers - B. Deltour - G. Della Ragione - C. Germain - A. Estève - C. Prost - A. Jamet - B. Lledo - I. Gianiel

Absents représentés : J. Taverne excusée pouvoir à X. Mirault - C. Moreteau excusée pouvoir B. Rodriguez - G. Riguidel excusé pouvoir à B. Conte Arranz - M. Litton excusé pouvoir à J.M Malek - R. Casas Mateu excusé pouvoir à F. Bertouy - S. Waselynck excusé pouvoir à A. Jamet.

Monsieur Marc Pellet, adjoint délégué aux finances et à la commande publique, rapporte :

Les Conseils municipaux des 26 février 2015 et 7 juillet 2016 ont autorisé l'amortissement des biens du budget du Port conformément à l'article 1er du décret n° 96-523 du 13 juin 1996 pris pour l'application de l'article L2321-2-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Il convient de compléter ces 2 délibérations pour l'amortissement des biens acquis sur les comptes suivants :

- | | |
|---|--------------------------------|
| • 2183 : matériel informatique | durée d'amortissement : 5 ans |
| • 2184 : mobilier | durée d'amortissement : 10 ans |
| • 2188 : autres immobilisations corporelles | durée d'amortissement : 10 ans |

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- adopter la présente délibération
- dire que la délibération sera publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.2121-10 du code général des collectivités territoriales.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération par 26 voix (3 abstentions : C. Germain – A. Estève – C. Prost).

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 6 avril 2017
Le Maire
Jean-Pierre RICO

